Novembre 2014 - N° 31

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Des investisseurs suisses séduis par le Cameroun

Le Cameroun prend un bain de solaire

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co
L'étoile du Cameroun

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Laissons entrer le soleil

Dans l'histoire de l'humanité, l'utilisation de l'énergie solaire remonte à l'Antiquité. On dit même que les Grecs allumaient la flamme olympique grâce à un système de miroirs avec les rayons du soleil. De nos jours, nous revenons de plus en plus à cette solution venue du ciel qui permet de produire de l'énergie à moindre coût tout en respectant notre environnement.
Nos pays du Sud regorgent de soleil et l'exploitation de cette énergie reste encore minime. Faute de moyens peut-être, car la mise en place de capteurs solaires nécessite des investissements et un savoir-faire tant au niveau de l'installation que pour l'entretien.

Le Cameroun et son gouvernement, soucieux de la protection de l'environnement et de la qualité de leurs partenariats d'affaires, prennent le risque de lancer une révolution écologique silencieuse à travers le développement de l'énergie solaire. Passé du stade expérimental, le Cameroun se tourne inexorablement vers le solaire, cette énergie illimitée capable de pallier et de combler le déficit énergétique dans les zones rurales et même en agglomération. Le développement de l'accès à l'énergie semble fondamental pour assurer le développement socioéconomique. La quasi-totalité des pays en développement ont un énorme potentiel en énergie solaire. L'Afrique, par exemple, compte environ 325 jours de fort ensoleillement par an, pour plus de 6 kW/h d'énergie par mètre carré recueillis par jour. Il est donc important de capitaliser cette ressource, malgré son évolution lente. Force est de trouver des moyens d'améliorer l'accès à l'électricité dans les pays en développement. Le Cameroun suit cette courbe ascendante, pour inverser la tendance et les statistiques. Le gouvernement camerounais devrait participer aux efforts visant à rendre le solaire financièrement abordable et accessible, car l'énergie solaire symbolise l'une des étapes pour sortir de la pauvreté dans les zones rurales.

Nous vous laissons découvrir dans ce numéro ce dossier spécial dédié à l'énergie solaire : laissons donc entrer le soleil !

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Mediamania Sàrl
6, rue du Léman
1201 Genève - Suisse
Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO,
Brice R. MBODIAM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne
Distribution Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

AU SOMMAIRE

06 • Casting

08 • Fer de Mbalam : polémique sur les compensations et lumière sur les revenus fiscaux

10 • Julius Baer, Cotecna, Arborescence Capital, Novaday et Cie : ce que les entreprises suisses et françaises recherchent au Cameroun

15 • « *Contrairement à une certaine idée reçue, il y a une stabilité économique en travaillant au Cameroun* »

17 • Quand le Cameroun transforme les rayons du soleil en énergie…

18 • Au village comme en ville, la lampe solaire a le vent en poupe

19 • GSC Energy vise 500 MW de solaire dans les régions septentrionales

19 • La Sud-Africaine CIDC veut construire deux centrales solaires à Yagoua et Kousseri

19 • Arborescence Capital a ciblé N'Gaoundéré pour une centrale solaire de 50 MW

20 • 2500 emplois en vue dans un projet gouvernemental d'énergie solaire

20 • Une unité de production de lampes, lampadaires et capteurs solaires dans la localité de Soa

20 • Huaweï dotera le Cameroun de centrales solaires dans 1000 localités

21 • 10,3 milliards FCFA à rechercher pour l'énergie solaire dans 150 villages

21 • Bolloré introduit au Cameroun les premiers bus fonctionnant à l'énergie solaire

21 • La Douane camerounaise veut s'éclairer à l'énergie solaire

22 • L'opérateur des télécoms Camtel se met également au solaire

22 • Comment les taxes plombent les projets d'énergie solaire au Cameroun

22 • 600 lampadaires solaires pour éclairer l'Université de Yaoundé II

22 • Un inventaire des sources d'énergies renouvelables en cours

23 • Camwater décroche un financement américain de 261 milliards FCFA

23 • Des centres de négoce créés aux frontières pour combattre la contrebande

23 • La Turquie ouvre au Cameroun son 1er centre commercial en Afrique centrale

24 • 10 jeunes Camerounais dans le classement Choiseul des « leaders africains de demain »

24 • Un prêt de 95,4 milliards FCFA d'Abu Dhabi et de la BID pour construire la route Olama-Kribi

24 • Au 1er semestre 2014, l'investissement public a augmenté de 27% dans le pays

25 • Quatre nouvelles usines pour augmenter de 20 000 tonnes la production d'huile de palme

25 • 900 tonnes de semences améliorées de maïs en gestation dans la région de l'Est

25 • 60 tonnes de semences améliorées distribuées à 2400 riziculteurs camerounais

26 • Un plan de relance de 600 milliards FCFA pour les filières cacao-café

26 • Les prix bord champs du cacao atteignent un niveau record, en hausse de 30%

26 • La conjoncture internationale suscite des inquiétudes autour de la filière coton

27 • Orange et MTN Cameroun exploiteront la licence 3G à partir de 2015

27 • 500 milliards FCFA de chiffre d'affaires pour les sociétés de téléphonie mobile en 2013

28 • Afriland First Bank accordera des crédits aux agriculteurs éligibles au PIDMA

28 • La BAD octroie une ligne de crédit de plus de 650 millions FCFA à Advans Cameroun

28 • Entre 35 et 40 milliards FCFA à mobiliser sur le marché de la BEAC au 4ème trimestre 2014

29 • Perenco construira une unité flottante de liquéfaction du gaz naturel au large de Kribi

29 • Le Cameroun prépare la création d'une entreprise publique pour le transport de l'électricité

30 • Un consortium brésilien lorgne sur le marché du transport urbain

30 • Boluda a désormais deux concurrents pour le remorquage dans les ports du Cameroun

30 • Equaflight Service ouvre la ligne Pointe-Noire – Douala

31 • Dangote Cement obtient un agrément de cinq ans sur une carrière de pouzzolane

31 • Opacité autour des transferts financiers des sociétés minières aux riverains, selon les ONG

32 • Rio Tinto Alcan va céder ses actifs dans le capital d'Alucam

32 • Gulf Steel Industries créera un millier d'emplois dans son usine métallurgique

32 • Le fabricant de produits cosmétiques Biopharma ouvrira une filiale en Côte d'Ivoire

33 • Les importations de sucre et de ciment interdites pour protéger l'industrie locale

33 • Le Cameroun a importé pour 762 milliards FCFA de nourriture en 2013, soit 25% du budget de l'Etat

34 • Modeste Mopa : véritable tax collector

CASTING

HERVÉ BÉRIL

Selon Hervé Béril, le directeur général de la Cameroon Postal Services (Campost), le chiffre d'affaires de l'entreprise postale publique camerounaise est en « *hausse régulière d'environ 10% par an* » depuis la mise en place du projet e-post, financé à hauteur de 32 milliards de francs CFA par le gouvernement camerounais, grâce à un prêt d'Eximbank of China. Ce projet qui vise à numériser et à interconnecter tous les 234 bureaux de poste du pays (204 le sont déjà), indique Hervé Béril, a permis à la Campost de disposer de nos jours de 110 Vsat et de déployer environ 710 km de fibre optique, infrastructures qui permettent à l'entreprise d'avoir « *un réseau quasiment autonome* ». Campost est gérée par une équipe de la Française Sofrepost, qui a renouvelé en juin 2014 un contrat d'assistance technique de deux ans dans le cadre de la restructuration de la Campost. Montant du contrat : 2 milliards de francs CFA.

JEAN-CLAUDE NGBWA

Le Camerounais Jean-Claude Ngbwa, secrétaire général de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), le gendarme de ce secteur en Afrique de l'Ouest et du Centre, est formel : la micro-assurance recèle un potentiel énorme dans les 14 pays de la CIMA, dont le Cameroun, potentiel qui « *peut représenter plusieurs fois le chiffre d'affaires actuel des compagnies d'assurances* » de l'espace CIMA, soutient-il. C'est à l'effet de vulgariser cette assurance pour personnes à revenus modestes, qui ne peuvent pas toujours supporter les coûts d'une police d'assurance classique, que la CIMA a organisé du 8 au 10 septembre 2014 à Douala, la capitale économique du Cameroun, une session internationale de formation sur la micro-assurance. Instituée par un règlement CIMA de 2012, la micro-assurance n'est pas encore vulgarisée. Pour preuve, elle ne représente qu'environ 10 à 20% du chiffre d'affaires de 154 milliards de francs CFA que les compagnies camerounaises revendiquaient en 2012.

IBRAHIM TALBA MALLA

Dans un communiqué rendu public le 22 septembre 2014, le directeur général de la Société Nationale de Raffinage, Ibrahim Talba Malla, a annoncé que l'unique raffinerie de pétrole que compte le Cameroun envisage de s'offrir un nouvel immeuble-siège dans la ville de Limbe, dans la région du Sud-Ouest. Bien que le montant de cet investissement ne soit pas révélé, l'annonce du DG de la Sonara suscite beaucoup d'interrogations dans les milieux économiques, aussi bien sur son opportunité que sa faisabilité. C'est que, de l'aveu même des autorités publiques camerounaises et des responsables de la Sonara, cette entreprise publique est presque en cessation de paiement, du fait des manque-à-gagner accumulés entre 2008 et juillet 2014 à cause de la subvention à la consommation des produits pétroliers dans le pays. Des manque-à-gagner que le Trésor public ne se presse pas d'éponger, et qui dépassent les 300 milliards FCFA de nos jours.

JEAN-LOUIS BEH MENGUE

De lourdes fautes de gestion ont été attribuées à Jean-Louis Beh Mengue, le DG de l'Agence de régulation des télécommunications (ART), dans un rapport du Contrôle supérieur de l'Etat (CONSUPE), qui y a déposé ses bagages entre août 2013 et avril 2014. Au terme de sa mission, le Contrôle supérieur de l'Etat a évalué, partiellement, le préjudice financier subi par les caisses publiques du fait de ces fautes de gestion à 20,4 milliards de francs CFA (près de 38,6 millions de dollars).
Selon le rapport du CONSUPE, le DG de l'ART et l'ensemble des 18 administrateurs et dirigeants sociaux de l'organe national de régulation des télécommunications – parmi lesquels figurent Mohaman Sani Tanimou, DG des Elections, Hessana Mahamat, DAG de la présidence de la République, PCA de l'ART et sénateur suppléant, Pierre Ananga Messina, homme politique et époux de la ministre déléguée auprès du Minader, Basile Atangana Kouna, ministre de l'Eau et de l'Energie –, ont indûment perçu 1,026 milliard de francs CFA au titre de divers avantages.

KLAUS-LUDWIG KEFERSTEIN

Selon Klaus-Ludwig Keferstein, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun, le pays de la chancelière Angela Merkel a mobilisé près de 43 milliards de francs CFA en faveur du Cameroun au cours de l'année 2013, sur les 99,5 milliards prévus pour la triennale 2011-2013. Ces appuis financiers, selon le diplomate allemand, qui a révélé cette information au cours d'une réception organisée le 2 octobre 2014 à Yaoundé en prélude à la célébration du jour de l'Unité allemande le 3 octobre, ont contribué à booster le processus de décentralisation du pays, la modernisation des finances publiques et le développement rural.
Sur la période 2014-2016, a-t-on appris en mai dernier lors des négociations intergouvernementales entre le Cameroun et l'Allemagne, l'enveloppe à mettre à la disposition du Cameroun par ce pays parmi les plus influents de l'Union européenne sera revue à la hausse de 11%, afin de continuer à appuyer le processus de décentralisation et le développement local, notamment.

MICHAËL HOZA

Au sortir d'une audience avec le ministre des Pêches et des Industries animales, Dr Taïga, le 3 octobre 2014 à Yaoundé, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun Michaël Hoza a annoncé que son pays souhaite apporter son appui au gouvernement camerounais afin d'aider le pays à résorber son déficit de production de poisson, qui fait exploser les importations au fil des années. « *Nous avons avec le Cameroun une longue collaboration et un solide partenariat en ce qui concerne la pêche. Actuellement, nous explorons les voies par lesquelles nous pouvons progresser dans ce partenariat, aussi bien en matière de promotion d'une pêche responsable sur les côtes camerounaises que dans le domaine de l'aquaculture* », a déclaré le diplomate américain. Pour rappel, les importations camerounaises de poissons congelés dépassent 100 milliards de francs CFA chaque année, selon les statistiques officielles.

Fer de Mbalam : polémique sur les compensations et lumière sur les revenus fiscaux

Deux études conduites par la coalition « Publiez Ce Que Vous Payez » et le Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI) ont épluché la convention minière entre l'Etat du Cameroun et la firme australienne Sundance Resources.

Présentée au public le 13 octobre 2014 à Yaoundé, une étude commandée par la coalition camerounaise « Publiez Ce Que Vous Payez » et soutenue par le Natural Resources Governance Institute a mis en évidence le fait que si l'engagement de la junior minière australienne Sundance Resources à procéder à des compensations environnementales dans le cadre de son projet d'exploitation du fer dans la localité camerounaise de Mbalam est à encourager, cet engagement reste cependant insuffisant au regard des standards africains et résiste difficilement à une analyse profonde. En effet, selon James Atworth, l'expert indépendant ayant réalisé l'analyse de la compensation, le volume de ressources financières affecté à la compensation environnementale sur ce projet minier a été minimisé. Sur les 25 ans de durée du projet, en vertu de la convention minière avec le gouvernement du Cameroun, l'opérateur australien devra payer une redevance annuelle qui s'élèvera à environ 4 dollars (environ 2000 FCFA) par hectare et par an au cours de la phase de construction, et à 6 dollars (environ 3000 FCFA) par hectare et par an au cours de la phase de production, pour 164 000 ha, soit l'équivalent de 23,26 millions de dollars (environ 12 milliards FCFA) pour les 25 ans. M. Atworth fait observer que cette somme reste très inférieure aux 93 millions de dollars (46,5 milliards FCFA) de recettes qui auraient été perçues si les unités forestières protégées avaient été exploitées. Mais surtout, il fait remarquer que la négociation n'a pas été faite au mieux des intérêts du Cameroun, car le prix moyen de la compensation carbone est de 8,3 dollars (plus de 4000 FCFA) par tonne de CO^2. Or, en Australie, où Sundance a sa maison-mère, il est de 23 dollars (11 500 FCFA), et les grands groupes, aujourd'hui, ont fixé un prix virtuel à 40 dollars (20 000 FCFA).

L'étude met en évidence que l'engagement de Sundance Resources reste insuffisant au regard des standards africains et résiste difficilement à une analyse profonde.

UN MANQUE-À-GAGNER DE 235 MILLIARDS FCFA

Sur la base de ces valeurs, les pertes en compensation environnementale que va subir le Cameroun sur le projet de fer de Mbalam sont de l'ordre de 75% de ce qu'il devrait toucher réellement, soit un manque-à-gagner, dans l'hypothèse maximale, de 471,6 millions de dollars (environ 235,5 milliards FCFA). Une autre étude parallèle menée par la Columbia Center for Sustainable Investment (CCSI) s'est étonnée de cet engagement minimal de Sundance. « *Selon notre analyse du modèle fiscal de la convention de projet d'exploitation du fer à Mbalam, si l'on prenait en compte le prix maximal de compensation environnementale tel que présenté par James Atworth, l'impact sur la rentabilité du projet serait de seulement 2 points de pourcentage. Le projet continuerait de présenter un taux de rendement de 24%* (contre 26% actuellement, ndlr), *conformément à ses propres prévisions, et la part de recettes perçues par l'Etat se situerait autour des 40%, un chiffre dans la moyenne de plusieurs pays en Afrique* », a commenté pour sa part Nicolas Meannling, l'expert de CCSI.

Ce dernier, qui s'est davantage appesanti dans son étude sur le volet fiscal de ce projet, soutient également que les perspectives de revenus pour le pays ne sont pas optimales, en raison des différents modèles de prélèvements fiscaux adoptés dans la convention minière. « *Le modèle actuel suggère un taux de rendement interne élevé du projet et des recettes publiques comprises dans la fourchette de la moyenne mondiale* », se réjouit d'abord M. Meanling. Toutefois, il note trois points qui méritent une réflexion particulière afin d'améliorer la fiscalité autour des projets miniers au Cameroun dans l'avenir. D'abord, l'étude relève que le Cameroun dispose d'un régime fiscal régressif, où les recettes publiques baissent au fur et à mesure que les revenus du projet augmentent. Ensuite, l'analyste estime que la décision d'exonérer le projet de l'impôt sur les sociétés (IS) pendant cinq ans, ainsi que l'imputation des redevances à la valeur de la sortie de la mine, entraîneront des pertes importantes en termes de recettes publiques. Pourtant, compte tenu des taux de rendement interne, qui à l'estimation sont élevés (26%), ces incitations n'ont qu'un faible impact sur la qualité de l'investissement, souligne l'étude.

Les mesures prises au Kenya, en Afrique du Sud ou encore en Zambie sont autant de pistes que le gouvernement camerounais pourrait explorer pour bétonner les futurs contrats d'exploitation minière dans le cadre de la révision annoncée du Code minier du pays.

AVANTAGE DES ROYALTIES SUR L'IMPÔT

Enfin, l'étude indique que l'imputation des redevances à la valeur de la sortie de la mine et le fait de permettre le report des pertes sont propices à de potentiels mauvais calculs. Aussi, l'étude suggère-t-elle que le gouvernement du Cameroun veille à ce que les autorités fiscales aient la capacité administrative appropriée pour superviser ces opérations, d'une part, et travaille à l'augmentation de ses revenus en introduisant un impôt sur la rente des ressources minières, d'autre part. Au total, sur le projet de fer de Mbalam, les recettes fiscales non actualisées pour le Cameroun devraient atteindre 4,97 milliards de dollars (environ 2500 milliards FCFA), dont 67% générés par le prélèvement de l'impôt sur les sociétés et 20% par les royalties. Une situation à risque au regard des évolutions en cours dans plusieurs pays africains. En Zambie, par exemple, le gouvernement envisage de réduire l'impôt sur les sociétés, difficile à collecter, et d'accroître plutôt le taux des royalties (redevance à la production), plus maitrisables selon les experts. D'autre pays comme l'Afrique du Sud ont préféré renforcer la participation du gouvernement dans les projets miniers pour bénéficier d'un maximum de retour sur investissement. Au Kenya, la mesure prise aura été celle de réintroduire la taxe sur les gains en capitaux, qui permettra au gouvernement de prélever 20% du fruit de la cession d'actifs par une entreprise exploratrice à une entreprise exploitante.

Telles sont autant de pistes que le gouvernement camerounais pourrait explorer pour bétonner les futurs contrats d'exploitation minière, dans le cadre de la révision annoncée du Code minier du pays. Le nouveau projet de loi y afférent pourrait d'ailleurs être déposé sur la table des députés au cours de la session de novembre 2014, à en croire certaines sources.

Idriss Linge

Julius Baer, Cotecna, Arborescence Capital, Novaday et Cie : ce que les entreprises suisses et françaises recherchent au Cameroun

Il y a un an, lors du 9ème forum Ema Invest à Genève, Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre camerounais en charge de l'Economie, s'adressait aux investisseurs suisses. Un an plus tard, ce sont ces entreprises suisses et françaises qui ont effectué une visite au Cameroun, non pas pour rechercher des capitaux, mais pour rechercher des opportunités d'investissements.

Ces opportunités, non seulement le programme d'investissements élaboré par le gouvernement en regorge, mais aussi les projets portés par les acteurs du secteur privé. Le ministre avait dit en octobre 2013 : « *Notre participation à ce forum résulte de la détermination du président de la République à aller à la recherche des capitaux pour asseoir les investissements qu'emporte son vaste programme des "Grandes réalisations". Il s'agit de saisir les opportunités qu'offre la place de Genève, pour transformer notre potentiel immense en résultats de développement tangibles* ». La Fondation Ema Invest, organisatrice de la rencontre, et le comité de suivi de ce forum ont conduit du 24 au 27 septembre 2014 au Cameroun une quinzaine d'entreprises suisses et françaises. Et c'est avec plaisir qu'Emmanuel Nganou Djoumessi les a accueillies le 26 afin d'évaluer le bilan de leur visite de prospection. « *Le Cameroun est fier de vous accueillir* », a-t-il lancé aux investisseurs étrangers en leur promettant la disponibilité permanente des autorités publiques camerounaises à leur accorder un accueil favorable. Tout comme il leur a rappelé que « *nous avons un pays assez stable, nous avons des besoins de financements énormes et nous payons régulièrement nos dettes* ».

« *Il y a un an, on s'était donné rendez-vous ici au Cameroun avec les chefs d'entreprise suisses qui s'intéressaient au Cameroun. On y est. Le bilan est plutôt très positif* », conclut Yasmine Bahri-Domon, la présidente de la Fondation Ema Invest.

Parmi ces entreprises étrangères, l'on peut citer le fonds d'investissement français Arborescence Capital, l'entreprise suisse SGS, les banques privées suisses Julius Baer et UBP (Union Bancaire Privée), le Suisse Cotecna, le Français Novaday, qui dispose d'une implantation en Suisse, le groupe français IOA, la société suisse Perfect, spécialisée dans la sécurisation des vignettes et passeports, ou encore l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

NOVADAY

De manière générale, les entreprises qui ont effectué le dépla-

cement de Yaoundé ont indiqué avoir réellement pris la température des affaires au Cameroun, et dans le secteur d'activité qui les intéresse plus spécifiquement. Certaines entreprises comme Novaday ont d'ailleurs décidé de rester au Cameroun pendant une semaine encore pour approfondir les échanges et les contacts. Jocelyn Bertignon, son représentant, explique pourquoi : « *J'ai rencontré des gens pleins de bonne volonté. Le mot qui revient sans cesse, c'est efficacité, parce qu'on a toujours cette volonté d'afficher l'avancée et de la concrétiser en même temps. Je suis encore là pour deux semaines pour pouvoir enchaîner et proroger tous ces bons contacts. De la lumière dans tous les ministères, dans toutes les activités, on en a besoin. Et l'efficacité énergétique que l'on propose, c'est de diviser la facture d'électricité par quatre, de réduire les équipements par dix en augmentation pour une maintenance nulle. C'est très difficile à faire expliquer comme cela. Il va falloir expliquer. Je vais devoir repasser comme mes collègues pour expliquer, concrétiser et valider cela. Nous avons les certifications, les recommandations et les réalisations pour pouvoir afficher cette efficacité* », explique-t-il.

Pour Claude Altermatt, l'ambassadeur suisse au Cameroun, cet intérêt des entreprises helvètes, combiné à la visite de la vice-présidente de la Confédération suisse Simonetta Sommaruga, traduit la volonté des deux pays à travailler ensemble et à densifier leur coopération.

« *Notre domaine, c'est la construction des infrastructures, et cette visite m'a permis de comprendre l'ambition du développement du réseau des infrastructures du pays* », explique William Larrieu, l'Export Sales Manager du groupe IOA.

Avec d'autres entreprises, Jocelyn Bertignon a visité le Centre de formation et de recherche sur l'énergie et la santé, mis sur pied à l'Ecole nationale polytechnique de Yaoundé par l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Cette dernière était elle aussi présente au forum d'octobre dernier. Une visite conduite par le Dr Nicolas Crettenand, le chargé de mission de l'EPFL à Yaoundé. Cette visite a à nouveau inspiré Novaday. « *Nous réfléchissons également à faire la formation. Nous voyons comment proposer une formation diplômante auprès des écoles publiques ou privées. Nous sommes allés à l'Ecole supérieure polytechnique de Yaoundé et nous avons eu des échanges et un certain nombre de constats qui ne font que renforcer notre position. C'est d'avoir du savoir-faire disponible qualifié et qui ne soit pas transféré de lieu. Créer cette source sur place est quelque chose d'unique* », a promis Jocelyn Bertignon.

ARBORESCENCE CAPITAL

Le Français Arborescence Capital, lui, est très satisfait de cette visite. Déjà présent au Cameroun, il a obtenu des signes d'ouverture des autorités camerounaises. « *Le MoU* (Memorandum of Understanding) *que nous attendons pour notre projet est en cours de signature. J'ai obtenu un rendez-vous ferme pour vendredi* (3 octobre 2014 avec le Ministère de l'énergie et de l'eau, ndlr). *Le projet est porté par le consortium composé du fonds d'investissement Arborescence Capital et de Générale du Solaire, la deuxième société française de concession de centrale solaire. C'est une centrale solaire de 20 Megawatts située à 15 km de N'Gaoundéré et estimée à 20 milliards de francs CFA. La première phase de développement du projet a débuté. Nous avons commencé un stade de développement du projet. Nous attendons la signature du MoU. Cela va se faire sûrement dans les jours qui suivent. L'étape la plus importante, c'est la signature du PTA qui est le contrat d'achat. Il est associé à une garantie d'achat. Ce sera l'apothéose du projet. Le PTA est signé avec Eneo (ex-AES Sonel), le concessionnaire du service public de*

l'électricité au Cameroun. Avec Eneo, nous avons déjà une garantie écrite d'achat. C'est un document bancaire qui permet de sécuriser les financements », explique Lebon Ngounou, délégué Energies renouvelables en Afrique de l'Ouest et du Centre d'Arborescence Capital.

GROUPE IOA

Au rang des investisseurs qui souhaitent revenir au Cameroun au plus vite figure le groupe IOA, qui voit son activité en Europe se ralentir au fil du temps. « *Notre domaine, c'est la construction des infrastructures, et cette visite m'a permis de comprendre l'ambition du développement du réseau des infrastructures du pays,* explique William Larrieu, l'*Export Sales Manager* du groupe. *Nous avons eu des discussions avec différents Camerounais sur les ambitions de développement à court terme des infrastructures. Ces discussions m'ont permis d'avoir les volontés de priorisation de tel ou tel autre projet, et d'avoir une vision immédiate des besoins d'infrastructures. C'est une terre d'opportunités énorme pour une entreprise telle que la nôtre, qui a développé des infrastructures en Europe et qui aujourd'hui se trouve un peu sans activité dans l'Union européenne, parce que les infrastructures aujourd'hui en Europe sont suffisamment matures. Mon ambition, c'est de revenir le plus tôt possible. En novembre probablement. L'ambition est de faire venir des investisseurs pour reproduire ce qu'on a pu produire dans d'autres pays.* »

Marthe Angeline Minja, DG de l'API, a lancé un appel à l'endroit de la présidente de la Fondation Ema Invest pour intégrer des entreprises suisses actives dans le domaine de l'habitat social, considéré comme un secteur prioritaire pour le Cameroun.

COTECNA

Le Suisse Cotecna n'est pas en reste. Il arrive d'ailleurs au Cameroun au moment où le port de Douala enregistre quelques problèmes de décongestion et de sécurité. Et c'est tout naturellement qu'il a proposé ses solutions au Ministère des finances et à la Direction générale des Douanes. Son projet, dit-il, est estimé à un investissement de 12 millions d'euros (7 871 484 000 FCFA), avec à la clé la création de 100 emplois directs au Cameroun.

« NOUS ATTENDONS L'ABOUTISSEMENT DE TOUTES CES DÉMARCHES ENTRE LA SUISSE ET LE CAMEROUN »

L'ambassadeur du Cameroun en Suisse, SE Léonard H. Bindzi, par ailleurs président du comité de suivi du 9ème forum Ema Invest tenu en octobre 2013 en Suisse, se dit satisfait.

« *Le bilan de la visite des entreprises suisses au Cameroun est très positif. Les rendez-vous sollicités auprès des responsables camerounais au niveau gouvernemental, avec les chefs de département ministériel, ont été obtenus et ont eu lieu pour la plupart. Ainsi que plusieurs rencontres* B2B *entre entrepreneurs suisses et chefs d'entreprise camerounais. Cela a permis à nos partenaires de s'informer sur la réalité camerounaise. Maintenant, nous attendons l'aboutissement de toutes ces démarches pour pouvoir dire que cela baigne entre la Suisse et le Cameroun. Réussir à faire venir les entreprises suisses au Cameroun, c'est déjà une bonne chose. Pour moi, c'est un point très positif quand on connaît le peuple suisse. Ce ne sont pas des gens très portés à venir au sud du Sahara pour faire des affaires. Le volume des affaires entre la Suisse et le continent africain est de 2%. Et sur les 2%, l'Afrique du Sud accapare 1,9%. Chercher à s'installer dans notre pays constitue déjà un point positif.* »

« *Dans l'ensemble, les discussions et les échanges ont été intéressants. Cette visite nous a permis de rencontrer les interlocuteurs et les parties prenantes d'un projet que nous avons commencé à soumettre au gouvernement du Cameroun. C'est un projet qui demande un investissement. C'est un projet qui demande un partenariat avec l'Etat. Nous apportons l'aide aux gouvernements pour la facilitation du commerce et l'amélioration des équipements portuaires pour faciliter, décongestionner les ports et améliorer la sécurité qui est une préoccupation majeure aujourd'hui* », confie David Koechlin, le vice-président de Cotecna Inspection SA. « *Depuis 40 ans, nous sommes présents dans de nombreux pays en Afrique. Nous sommes leaders dans l'installation des systèmes électroniques de suivi des conteneurs. Nous avons fait des propositions au gouvernement du Cameroun dans ce sens. Notamment pour améliorer la sécurité au port de Douala. Cette visite nous a permis de rencontrer également d'autres interlocuteurs que nous ne connaissions pas. C'était tout à fait intéressant et cela nous incite plus que jamais à poursuivre avec enthousiasme ce projet et à venir investir au Cameroun* », a expliqué David Koechlin à l'agence Ecofin.

JULIUS BAER GROUPE SA ET UBP

Des banques privées et de gestion de fortune étaient également présentes dans la délégation des investisseurs suisses venus au Cameroun. C'est le cas de la banque Julius Baer, l'une des plus importantes banques privées de Suisse. A fin juin 2014, le total des avoirs de la clientèle de Julius Baer s'élevait à 372 milliards CHF (environ 202 124 309 753 000 FCFA), dont 274 milliards CHF d'actifs sous gestion. La banque Julius Baer & Cie SA, avec des origines remontant à 1890, est l'unité opérationnelle principale de Julius Baer Groupe SA, dont les actions sont cotées à la SIX Swiss Exchange (symbole boursier : BAER) et font partie du Swiss Market Index (SMI), l'indice des 20 titres suisses les plus importants et les plus liquides. Judith Hilfiker, la directrice adjointe de Julius Baer & Cie, a expliqué à Gilbert Didier Edoa, le secrétaire général du Ministère de l'économie, son plaisir d'être à nouveau au Cameroun : « *J'apprécie énormément l'accueil chaleureux du gouvernement. Je suis en train de découvrir votre pays. C'est la deuxième fois que je viens à Yaoundé. Je travaille pour Julius Baer, une banque privée. Je suis là pour découvrir l'Afrique francophone. Il y a encore beaucoup de choses à faire. Je m'en suis rendu compte. Il y a plusieurs personnes qui ont plein de projets et il est nécessaire de revenir plusieurs fois encore pour connaître en fait les besoins que les Camerounais ont par rapport à notre pays la Suisse. J'espère une collaboration fructueuse* », a-t-elle déclaré.

Certaines entreprises comme Novaday ont décidé de rester au Cameroun une semaine de plus pour approfondir les échanges et les contacts.

UBP

Dans ce segment de la banque privée et de la gestion de fortune, l'Union Bancaire Privée (UBP) était également présente à Yaoundé. Fondée en 1969 par Edgar de Picciotto, l'UBP est spécialisée dans les activités de *private banking* et de gestion d'actifs. Au 30 juin 2014, elle a dégagé un bénéfice net de 82 millions CHF (44 549 817 664 FCFA), en hausse de 6,2% par rapport à fin juin 2013 (77,2 millions CHF). La masse sous gestion s'élevait à CHF 94,8 milliards au 30 juin 2014, en augmentation de 8% par rapport à décembre 2013 (87,7 milliards CHF). Cyrille Garolle, le DG de l'UHNWI Group de l'UBP, a vanté les qualités de la Suisse avant de dire pourquoi il a effectué le voyage du Cameroun. « *La place suisse est une place internationale. Et en termes de diversification, c'est une place très solide avec une monnaie forte. L'objectif de ce voyage était de prolonger les contacts obtenus lors du 9ème forum Ema Invest. L'un des objectifs était également de rencontrer les acteurs économiques, notamment des gens qui sont dans le secteur bancaire, pour des partenariats afin d'apporter le savoir-faire qui est le nôtre en termes de services. C'était en fait une visite de découverte* », a-t-il expliqué au gouvernement.

SGS

L'entreprise suisse SGS, déjà active au Cameroun dans l'offre des services d'inspection, de vérification et de certification, est venue accompagner les entrepreneurs suisses et français. Elle était représentée par le Suisse d'origine camerounaise Roger Kamgaing, vice-président exé-

Judith Hilfiker, la directrice adjointe de Julius Baer & Cie : « *Il y a encore beaucoup de choses à faire. Je m'en suis rendu compte. Il y a plusieurs personnes qui ont plein de projets et il est nécessaire de revenir plusieurs fois encore pour connaître en fait les besoins que les Camerounais.* »

cutif de la SGS chargé des services aux gouvernements et aux institutions. « *Cette visite est la prolongation de ce que nous avons commencé au forum Ema Invest en octobre 2013 à Genève. Je n'y étais pas personnellement, mais la SGS était représentée. C'était logique que nous poursuivions avec la visite au Cameroun. Nous sommes déjà présents au Cameroun, et c'était pour montrer aux autres investisseurs suisses que nous avons confiance en ce pays, et accompagner d'autres investisseurs, leur montrer que l'on peut travailler correctement au Cameroun* », a confié Roger Kamgaing à l'*Agence Ecofin*.

Pour Claude Altermatt, l'ambassadeur de la Suisse au Cameroun, cet intérêt des entreprises helvètes au Cameroun, combiné à la visite de la vice-présidente de la Confédération suisse Simonetta Sommaruga, traduit la volonté des deux pays à travailler ensemble et à densifier leur coopération. « *C'est dans notre intérêt que des échanges commerciaux et des investissements se fassent entre le Cameroun et la Suisse. Pour moi, c'est un bon signe que nous pouvons avoir un développement positif. Actuellement, les choses ne vont pas très bien en Europe, mais la Suisse se porte encore bien. Pourvu que cela dure ! Evidemment, nous restons dépendants de notre environnement économique. L'Afrique est un continent en émergence et a ses risques, mais également ses chances. Cela fait partie de ma responsabilité de pouvoir expliquer aux Suisses et au gouvernement quels sont les risques et les chances des pays que je contrôle depuis Yaoundé. Ce voyage du comité de suivi du forum Ema Invest est un signal fort* », pense Claude Altermatt.

FONDATION EMA INVEST

Occasion pour la présidente de la Fondation Ema Invest, Yasmine Bahri-Domon, de se féliciter du bilan de cette visite au Cameroun. « *Maintenant, ces entreprises ont revisité exactement les besoins du Cameroun. C'est une très bonne chose. La société Novaday, par exemple, est en train d'étudier la possibilité d'installer une usine de production en Afrique centrale, pourquoi pas le Cameroun ? Ils sont en train de discuter avec d'autres pays et on leur a dit de venir voir le Cameroun. De manière générale, je pense que nous avons tenu nos engagements vis-à-vis du gouvernement camerounais et de nous-mêmes. Il y a un an, lors du forum Ema Invest à Genève, on s'était donné rendez-vous ici au Cameroun avec les chefs d'entreprise suisses qui s'intéressaient au Cameroun. On y est. Le bilan est plutôt très positif* », conclut-elle.

Seulement, des attentes ont été exprimées par des entreprises camerounaises, comme l'explique Marthe Angeline Minja, la DG de l'Agence de promotion des investissements, qui a également planifié des rencontres B2B à cet effet. « *Les entreprises camerounaises venues participer aux rencontres B2B ont sollicité davantage des informations et des partenaires sur l'habitat social ou sur les établissements de microfinance. Seulement, ces secteurs d'activité n'étaient pas représentés. D'où l'appel lancé à l'endroit de madame Yasmine Bahri-Domon à penser prochainement à intégrer les entreprises suisses actives dans le domaine de l'habitat social. C'est considéré comme un secteur prioritaire pour notre pays. Face à ce problème, nous nous sommes rapprochés de madame Domon, qui nous a donné un certain nombre de cartes de visite à remettre à ces entrepreneurs camerounais et a promis qu'elle pourrait gérer leur cas à partir de Genève via courrier électronique* », a expliqué la DG de l'API. Ces entreprises ont achevé leur visite au Cameroun par un échange avec la presse.

« *Les entreprises camerounaises venues participer aux rencontres B2B ont sollicité davantage des informations et des partenaires sur l'habitat social ou sur les établissements de microfinance* », a expliqué la DG de l'API.

Reste à présent que ces entreprises entament concrètement leurs différents projets au Cameroun ou les poursuivent sereinement (pour celles qui sont implémentées ou en cours d'implantation) avec l'appui effectif du gouvernement, comme l'a promis Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire.

Beaugas-Orain Djoyum

« Contrairement à une certaine idée reçue, il y a une stabilité économique en travaillant au Cameroun »

Le Suisse d'origine camerounaise Roger Kamgaing, vice-président exécutif de SGS en charge des services aux gouvernements et aux institutions, a récemment effectué une visite au Cameroun avec la délégation d'investisseurs suisses qu'accompagnait la Fondation Ema Invest. Il nous révèle son quotidien à la SGS et les ambitions de la société en Afrique.

Investir au Cameroun : Vous avez été nommé en avril dernier vice-président exécutif de SGS en charge des services aux gouvernements et aux institutions. Vous reveniez dans une maison qui vous a accueilli par le passé. Pourquoi avoir abandonné Kamgaing Associates et accepté de revenir à la maison SGS, qui vous a reçu pour la première fois en 1996 ?
Roger Kamgaing : (Rires) Je n'ai pas abandonné Kamgaing Associates. Si j'ai arrêté certaines activités de Kamgaing Associates, c'était plus pour répondre à la demande de rejoindre la SGS à une position qui est celle que vous connaissez aujourd'hui. C'était d'abord l'attrait de l'opportunité qui m'était offerte. En acceptant cette opportunité, je ne pouvais malheureusement pas, sans prendre le risque de conflits d'intérêt, poursuivre certaines activités de conseil. J'ai donc décidé de mettre en suspens mes activités de conseil, et notamment de collaboration avec certains gouvernements.

« Pour les entreprises camerounaises qui ont besoin de sécurité, je dis "nous sommes là, venez nous voir". »

IC : Vous annoncez sur votre site web que Kamgaing Associates va se réinventer. Comment ?
RK : Kamgaing Associates est en train de se réinventer. Je ne vais pas encore tout dévoiler, mais nous travaillons avec certains collaborateurs sur des projets toujours tournés autour du développement des affaires en Afrique.

IC : Présentez-nous brièvement la SGS…
RK : Aujourd'hui, la SGS, c'est environ 88 000 employés. C'est une société créée depuis très longtemps, en 1875. Elle a pour ambition d'atteindre très prochainement un chiffre d'affaires de huit milliards de dollars. Le plan de croissance est très agressif. Une croissance que l'on continue à maintenir et qui fait que nous restons le leader dans notre domaine d'activité, avec des taux de croissance organique de l'ordre de 6% par an. La croissance organique, c'est-à-dire le travail que nous générons nous-mêmes.

IC : Vous avez récemment effectué une visite à Yaoundé, au Cameroun, dans la délégation d'investisseurs suisses qu'accompagnait la Fondation Ema Invest. Quel était l'objectif de cette visite ?
RK : Cette visite a été la prolongation de la participation de la SGS au 9ème forum Ema Invest en octobre 2013 à Genève. Je n'y étais pas personnellement, mais la SGS était bien représentée à ce 9ème forum. C'était

La SGS, qui a été fondée en 1875 et compte environ 88 000 employés, a pour ambition d'atteindre très prochainement un chiffre d'affaires de huit milliards de dollars.

logique que nous poursuivions cela avec la visite au Cameroun. Nous travaillons déjà au Cameroun, comme vous le savez. Nous avons confiance en ce pays, et en accompagnant ces investisseurs nous leur montrions que l'on peut travailler en toute confiance au Cameroun. Et contrairement à une certaine idée reçue, il y a une stabilité économique en travaillant au Cameroun.

IC : Quel est le job quotidien du vice-président exécutif de la SGS en charge des services aux gouvernements et aux institutions ?
RK : Déjà, deux jours ne sont pas pareils. La première raison, c'est que les institutions et les gouvernements avec lesquels nous collaborons et avec lesquels je suis en contact sont présents partout dans le monde. Ils couvrent l'Europe, l'Asie, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique. Nous avons une grande diversité. La deuxième raison, c'est que mon travail consiste véritablement à diriger les équipes. Je suis moins opérationnel qu'avant. Je suis à présent dans un rôle d'animation de l'ensemble des équipes et de création d'une dynamique vers de nouveaux horizons.

IC : Cela fait quoi d'être le seul noir dans le conseil d'opérations d'une boîte comme la SGS ?
RK : (Rires). La SGS est déjà une entreprise dans laquelle véritablement le monde entier est représenté. Nous avons des Européens, des Asiatiques, des Africains, etc. Cela n'a rien d'extraordinaire.

IC : La SGS offre des services d'inspection, de vérification et de certification des compagnies. De manière générale, quelles sont les ambitions et les principaux projets de la SGS en Afrique ?
RK : En Afrique, nous sommes globalement en pleine croissance. Je peux parler des activités propres à la direction que je dirige : les relations avec les gouvernements. Et comme vous le savez, nous avons neuf autres unités. En Afrique, nous avons beaucoup de projets dans le domaine agricole. Notamment le service que nous appelons le « précision farming », qui consiste à accompagner le monde agricole dans l'amélioration et l'optimisation des performances sans pour autant passer par les OGM, mais véritablement travailler sur le sol, voir comment on peut attribuer les meilleurs nutriments au sol et ne pas le fatiguer. Nous travaillons également de plus en plus dans le domaine industriel : le contrôle des ouvrages d'art, les travaux publics, c'est très important ; et évidemment nous avons le contrôle technique des véhicules. Nous avons également une grosse activité qui se développe sur l'environnement et les sciences pharmaceutiques.

IC : Qui sont vos principaux clients en Afrique ?
RK : En dehors des gouvernements, nous travaillons également avec les acteurs de l'industrie et du commerce. Les commerçants sont même nos premiers clients et producteurs. Ils viennent nous voir pour trouver des solutions à leur activité. Pour les entreprises camerounaises qui ont besoin de sécurité, je dis « nous sommes là ». Venez nous voir. Je le dis de manière sérieuse, nous avons une très bonne capacité à comprendre les besoins de nos clients et de nos partenaires. Il n'y a pas de petits clients chez nous. Tout le monde est important.

> ***« En Afrique, nous sommes globalement en pleine croissance. Je peux parler des activités propres à la direction que je dirige : les relations avec les gouvernements. »***

Propos recueillis par Beaugas-Orain Djoyum

Quand le Cameroun transforme les rayons du soleil en énergie…

C'est connu : le Cameroun détient le 2ème potentiel hydroélectrique en Afrique, derrière la République démocratique du Congo. Mais le Cameroun est aussi un territoire très ensoleillé, et recèle de ce point de vue un potentiel non moins impressionnant en matière de développement de l'énergie solaire. Surtout dans la partie septentrionale du pays. En effet, selon les données de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel), l'insolation moyenne dans toute la partie Nord du Cameroun est de 5,8 KWh/m²/jour, contre 4 KWh/m²/jour dans la partie Sud. « *Ainsi, on observe une insolation moyenne de 4,9 KWh/m²/j pour l'ensemble du pays* », estime l'Arsel. Fort de cette réalité, le gouvernement camerounais s'est lancé, depuis quelques années, dans la promotion du potentiel du pays en matière de solaire. Dans les forums internationaux auxquels prend part le Ministère de l'énergie, la recherche de partenaires désireux d'investir dans ce secteur semble être devenue le maître-mot. Avec des retombées déjà palpables, matérialisées par la multitude de mémorandums d'entente déjà signés entre le gouvernement et des investisseurs, aussi bien africains qu'européens ou asiatiques, pour le développement de projets dans le pays.

Dans cette ruée vers le solaire, les importateurs, commerçants, et même l'administration publique ne sont pas en reste. A côté des lampes et autres plaques solaires qui écument désormais les villes et villages du pays, contribuant ainsi progressivement à la mise en place d'une véritable filière du solaire au Cameroun, nombreux sont les démembrements de l'Etat qui optent de plus en plus pour cette énergie renouvelable : mairies, sociétés d'Etat, etc. Bref, l'énergie solaire apparaît désormais comme une panacée pour les 15% des ménages des zones urbaines, mais surtout pour les 70% des populations des zones rurales du Cameroun qui n'ont pas encore le bonheur de goûter au bonheur de l'électricité, bien que sa distribution, pour les privilégiés, soit encore sujette à caution. Au même titre que l'est aussi la politique fiscale actuelle du Cameroun autour des équipements pour l'énergie solaire, laquelle politique ne semble malheureusement pas encore avoir pris la pleine mesure des opportunités que ces équipements offrent à la politique énergétique globale du pays.

Brice R. Mbodiam

Les retombées sont déjà palpables, matérialisées par la multitude de mémorandums d'entente signés entre le gouvernement et des investisseurs, aussi bien africains qu'européens ou asiatiques.

Au village comme en ville, la lampe solaire a le vent en poupe

Longtemps considérée comme une énergie pour les nantis, l'énergie solaire se révèle progressivement aux populations camerounaises.

Véritable aubaine face aux interruptions répétées de la fourniture de l'énergie électrique et aux drames souvent causés par des incendies dus à la lampe tempête ou aux bougies, la lampe solaire a fait une entrée fulgurante dans les mœurs des Camerounais.

Longtemps considérée comme une énergie pour les nantis, l'énergie solaire se révèle progressivement aux populations camerounaises. L'entreprise pétrolière Total s'est manifestée parmi les premières sociétés dans ce secteur en commercialisant sa lampe solaire « Awango » dans ses différentes stations-service. Coût de l'unité : 7000 francs CFA. L'engouement des Camerounais pour la lampe solaire, facilement rechargeable et plus sûre, a poussé d'autres entreprises comme GN Solaire France à tenter l'aventure dans le pays. Aujourd'hui, la lampe solaire se vend bien. À Yaoundé et à Douala, les deux plus grandes métropoles du pays, on en trouve déjà dans presque toutes les quincailleries. Même dans les rues, le nombre important de vendeurs ambulants qui proposent ces appareils, généralement « *made in China* », témoigne du succès que la lampe solaire remporte auprès des populations. Le prix d'achat varie désormais selon les catégories.

LAMPES À VALEUR AJOUTÉE…

Les plus prisées sont les lampes solaires dotées d'un chargeur USB pour téléphones portables. En Afrique, où le mobile est devenu incontournable grâce aux différents services qu'il rend (transfert d'argent, conseils en santé, conseils aux agriculteurs, etc.), les lampes solaires résolvent bien des problèmes causés par le déficit énergétique. « *C'est vrai que la lampe solaire m'a séduite par son côté pratique. On ne dépense qu'une fois, à l'achat. Sa recharge est simple. Elle est économique et sans danger. Plus besoin de dépenser pour des piles. Même quand il pleut, elle se recharge. Le fait qu'on puisse aussi l'utiliser pour recharger son téléphone est formidable* », confie Michel Bonono, agent d'entretien à Yaoundé. Grâce à son dispositif de recharge pour téléphones portables, la lampe solaire, du fait de l'ingéniosité de ses utilisateurs, peut aussi être génératrice de revenus, certes modestes. C'est ce qu'ont démontré deux jeunes adolescents du village Mindimi Oveng, dans la région du Sud-Cameroun. Pour gagner un peu d'argent pendant la période des dernières vacances scolaires passées chez leurs grands-parents cette année, ils ont eu l'idée d'offrir des services de recharge de batteries pour mobiles aux habitants du hameau et des villages voisins.

Ainsi, ils ont pu gagner et mettre un peu d'argent de côté pour la rentrée scolaire, en collectant à tous les coups la somme de 100 francs CFA après une opération de recharge d'un mobile. En quittant leurs grands-parents, ils leur ont laissé la lampe solaire en cadeau. Elle leur permettra de ne plus dépenser d'argent pour acheter du pétrole destiné à leur vieille lampe tempête. Elle leur rapportera aussi un peu d'argent pour subvenir à leurs besoins élémentaires, grâce à la petite unité de recharge des batteries pour téléphones portables qui a été inspirée par leurs petits-fils.

Muriel Edjo

GSC Energy vise 500 MW de solaire dans les régions septentrionales

Basile Atangana Kouna, le ministre camerounais de l'Energie, et Steven Moti, le DG de la société sud-africaine GSC Energy, ont paraphé le 19 novembre 2013 à Yaoundé un mémorandum d'entente pour le lancement des études de faisabilité en vue de la construction d'une centrale solaire d'une capacité de 500 MW dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua. Ce projet, qui pourrait générer environ 4000 emplois, selon ses promoteurs, sera réalisé sur le modèle BOT (*Build-Operate-Transfert*). Selon Steven Moti, cette centrale solaire pourrait être opérationnelle dans un délai de 24 mois après le lancement des travaux.
Un projet similaire est déjà en discussion au Cameroun avec des partenaires français, avait révélé le ministre de l'Energie lors de la cérémonie d'électrification au solaire de la route Yaoundé-Soa, ainsi que d'installation de lampes solaires sur le campus de l'Université de Yaoundé II-Soa. C'était le 26 septembre 2013.

La Sud-Africaine CIDC veut construire deux centrales solaires à Yagoua et Kousseri

La Cameroon Industrial Development Corporation (CIDC) veut installer au Cameroun des centrales solaires de 35 MW au total. Les responsables de cette entreprise à capitaux sud-africains ont rencontré le ministre de l'Energie et de l'Eau le 4 juin 2012 pour la signature des premiers accords. Ces centrales à énergie solaire seront implantées dans deux villes camerounaises, à savoir Yagoua et Kousseri, dans la région de l'Extrême-Nord. Le président de CIDC, Manu Disame, laisse entendre qu'une bonne partie de la production sera exportée, et l'autre vendue localement pour renforcer l'offre énergétique du Cameroun. 20 MW vont alimenter ces deux villes. « *Les 15 MW restants seront répartis dans le sud du pays, à Yaoundé et à Douala, où nous avons déjà un client industriel. Le déficit énergétique ne se ressent pas uniquement au niveau des ménages, mais aussi au niveau des industries. Si l'on peut aussi vendre notre production aux industries, ce sera également bien* », explique Manu Disame.

Arborescence Capital a ciblé N'Gaoundéré pour une centrale solaire de 50 MW

C'est l'une des principales annonces faites au terme du voyage d'affaires que vient de conduire la Fondation Ema au Cameroun dans le cadre du suivi du forum Ema Invest tenu en octobre 2013 à Genève, avec le Cameroun comme hôte d'honneur. Le fonds d'investissement français Arborescence Capital va faire avancer son projet de construction d'une centrale solaire de 50 MW au Cameroun par la signature prochaine d'un mémorandum d'entente avec le gouvernement camerounais. Cette centrale solaire, apprend-on, devra être construite dans la ville de N'Gaoundéré, l'une des trois régions septentrionales du Cameroun. Un choix judicieux dans la mesure où, indique l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel), les régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua sont les plus insolées du Cameroun.

2500 emplois en vue dans un projet gouvernemental d'énergie solaire

Du 3 au 5 janvier 2013 à Douala, près d'un millier de jeunes Camerounais ont été invités à un test de recrutement, à l'effet d'intégrer le programme dénommé « Centrales photovoltaïques Cameroun 2020 ». Ce projet gouvernemental de construction de mini-centrales à énergie solaire, qui devrait contribuer à la création de 2500 emplois au total, vise à desservir 250 localités du pays et coûtera 580 milliards de francs CFA. Le projet est exécuté par la société Fides Gestion, et permettra de produire 500 MW d'énergie supplémentaires.

Les tests de Douala sont le prolongement de contacts noués en septembre 2012 entre l'Etat camerounais et les responsables de deux groupes financiers, partenaires de Fides Gestion. Il s'agit d'Investricity, une société à capitaux irlandais, et d'Hanwha, une entreprise de droit coréen. « *Nous sommes au Cameroun pour nous faire connaître des autorités nationales, et surtout présenter notre plan d'action pour la réalisation du projet "Centrales photovoltaïques Cameroun 2020"* », avait confié Alain Desvigne, de la société Investricity. La délégation, que conduisait alors Jean Youtou Nsangou, du groupe Fides Gestion, avait eu des discussions avec Théodore Nsangou, le directeur général d'Electricity Development Corporation (EDC), et Manaouda Malachie, le secrétaire général du Ministère de l'eau et de l'énergie (Minee). D'après les porteurs du projet, 80% des financements nécessaires étaient déjà disponibles à l'époque. La première phase du projet a commencé en octobre 2012 et a consisté en l'installation de centrales photovoltaïques pour une capacité totale de 100 MW dans trois villes camerounaises : Sangmelima, Maroua et Yingui. Les phases suivantes concerneront 400 MW. A terme, 250 localités du pays vont bénéficier de ce projet d'ici 2020.

Une unité de production de lampes, lampadaires et capteurs solaires dans la localité de Soa

La Société Camerounaise d'Energie, spécialisée dans l'énergie solaire et éolienne, dont l'usine va être installée à Soa, dans la banlieue de Yaoundé, créera 250 emplois en deux ans, selon son promoteur le Français Serge Miltcheff. Ce dernier vient de signer à Yaoundé une convention de formation des ingénieurs dans ce domaine avec le directeur de l'Ecole nationale supérieure polytechnique. Selon le promoteur de cette entreprise, qui va produire des ampoules de 8W – lesquelles procureront cependant le même niveau d'éclairage que des ampoules ordinaires de 60W –, le projet coûtera 174 millions de francs CFA, en cours de mobilisation dans des banques camerounaises.

« *Quand vous achetez aujourd'hui une ampoule entre 600 et 2000 francs CFA, et qu'au bout de six mois elle ne marche plus, c'est un problème. Nos produits vont fonctionner au minimum pendant 45 000 heures. Nous allons tout faire pour que les Camerounais soient les premiers clients* », affirme Serge Miltcheff, qui précise : « *Nous allons fabriquer des lampadaires, des capteurs solaires et de petites éoliennes qui vont permettre de produire de l'énergie. Le Cameroun a la chance d'avoir du soleil et du vent.* »

Huaweï dotera le Cameroun de centrales solaires dans 1000 localités

Basile Atangana Kouna, le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, a annoncé en septembre 2013 dans le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune que le gouvernement avait signé des mémorandums d'entente (MoU) avec l'entreprise chinoise Huawei pour la construction de centrales solaires dans 1000 localités du Cameroun. Le projet sera implémenté en deux phases, apprend-on. La première phase permettra l'électrification de 350 localités, et les 650 autres seront électrifiées au cours de la seconde phase. Mais avant, des études d'avant-projets définitifs doivent être bouclées.

Ce projet est l'aboutissement d'une mission qui a conduit le ministre de l'Eau et de l'Energie en Chine en septembre 2013. A cette occasion, la délégation camerounaise avait visité les centrales éoliennes, solaires et thermiques installées par Huawei dans l'île de Dongao. Le ministre Atangana Kouna annonce par ailleurs qu'après l'aboutissement de ce projet suivra l'électrification au solaire des principaux axes des voies publiques des chefs-lieux des dix régions du Cameroun.

10,3 milliards FCFA à rechercher pour l'énergie solaire dans 150 villages

Au Ministère de l'économie, de la planification et du développement du territoire, on semble accorder une place primordiale au projet d'électrification rurale par l'énergie solaire. Ce projet consiste en l'électrification de 150 localités du Cameroun par de petites centrales à énergie solaire. Le projet inclut également la formation des cadres au suivi de ce projet et la formation des populations bénéficiaires aux métiers de l'énergie solaire.
Les études techniques du projet sont disponibles au Ministère de l'énergie et de l'eau et au Ministère en charge de la planification et du développement du territoire. Le coût total du projet est estimé à 10,3 milliards de francs CFA (15,7 millions €). Le calendrier prévisionnel prévoit deux ans de travaux. Les financements sont encore recherchés par l'Etat du Cameroun, qui promet déjà une réduction des taxes et droits de douane des équipements liés à ce projet.

La Douane camerounaise veut s'éclairer à l'énergie solaire

La société espagnole Distecable, chef de file d'un consortium dont les autres composantes n'ont pas été révélées, vient de se voir confier un marché d'un montant total de près de 134 millions de francs CFA (204 153 euros) pour « *l'installation de systèmes d'alimentation en énergie solaire et raccordement au réseau principal pour les secteurs des douanes de huit régions du Cameroun et à Douala* ». Le marché, qui doit être réalisé sous 60 jours, apprend-on, est financé par les fonds issus du 10ème FED (Fonds européen de développement), mis à disposition par la Commission européenne dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre du plan de modernisation de la Douane (Papmod).
Cette migration vers le solaire, soutiennent les douaniers camerounais, devrait non seulement permettre de s'affranchir des interruptions répétées de l'énergie électrique généralement vécues au Cameroun, mais aussi contribuer à alléger la facture énergétique de l'administration publique camerounaise en général.

Bolloré introduit au Cameroun les premiers bus fonctionnant à l'énergie solaire

Depuis ce 5 mai 2014, les étudiants de l'Université de Yaoundé I, la mère des sept universités publiques du pays, peuvent sillonner le campus, de bout en bout, à bord de deux « Blue bus » mis à leur disposition par le groupe Bolloré Africa Logistics, et réceptionnés le 2 mai 2014 par le Premier ministre camerounais, Philemon Yang. Ces deux bus, qui fonctionnent à l'aide d'un moteur électrique, ambitionnent de faciliter la mobilité sur le campus universitaire de Yaoundé I à environ 3500 étudiants par jour, et représentent un investissement global de 1,4 milliard de francs CFA, selon le groupe Bolloré. En effet, dans le cadre de son programme « Blue solutions », qui vise à faire de Bolloré Africa Logistics « *un acteur mondial de premier plan dans les solutions de gestion et de stockage de l'électricité* », le groupe industriel a construit un parc solaire de 288 panneaux sur le campus de l'Université de Yaoundé I. Selon Gossan Seka, le superviseur du projet « Blue bus », ces panneaux captent l'énergie solaire durant toute la journée, cette énergie est ensuite transférée dans une sorte de transformateur à partir duquel les bus sont rechargés (exactement comme on recharge la batterie d'un téléphone portable à partir d'une prise de courant) chaque soir (après l'arrêt de la navette) pendant huit heures.

L'opérateur des télécoms Camtel se met également au solaire

La Cameroon Telecommunications (Camtel), l'opérateur public des télécoms du pays, va acquérir, pour près d'un milliard de francs CFA (987 millions de francs CFA) des plaques solaires pour alimenter 31 sites abritant ses installations à travers le pays. A terme, a indiqué David Nkotto Emane, le DG de Camtel, ce sont les 800 sites de l'entreprise qui seront éclairés au solaire. C'est ce qui ressort de la convention de partenariat signée le 10 septembre 2014 à Yaoundé, la capitale camerounaise, entre l'opérateur public des télécoms et la société Living Energy Cameroon, que dirige Kenneth Mungu. Par le biais de cette migration progressive vers l'énergie solaire, soutient le DG de Camtel, cet opérateur espère pouvoir réduire ses coûts de production, et ainsi catalyser la baisse des coûts des services de communication téléphonique et d'Internet offerts à ses clients.

600 lampadaires solaires pour éclairer l'Université de Yaoundé II

200 lampadaires solaires ont été installés sur le campus de l'Université de Yaoundé II à Soa, dans la banlieue de la capitale camerounaise, par l'entreprise chinoise Huawei Technologies. C'est le constat fait par le ministre camerounais de l'Energie, Basile Atangana Kouna, le 26 septembre 2014, en lançant officiellement ce projet financé par le gouvernement chinois, à hauteur de 1,5 milliard de francs CFA. En plus de l'électrification du campus, Huawei Technologies a également installé 400 lampadaires solaires sur la route qui dessert le campus universitaire de Soa, sur une distance d'environ 10 km au départ de Yaoundé. Une nouvelle très bien accueillie par les petits commerçants installés sur cet itinéraire, qui étaient obligés de fermer leurs boutiques et échoppes dès le début de la soirée à cause du manque d'éclairage public.

Comment les taxes plombent les projets d'énergie solaire au Cameroun

Des droits de douane équivalant à 10% du prix d'achat de chaque produit contenu dans chaque kit d'énergie solaire comprenant notamment une batterie, un panneau solaire et une lampe ; la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) d'une valeur équivalant à 19,25% du prix d'achat, et 5% du prix d'achat correspondant au précompte sur le transport (PCT) ; voilà, selon les opérateurs locaux, l'ensemble des taxes auxquelles sont assujettis les hommes d'affaires désireux de lancer des projets d'énergie solaire au Cameroun. Ces taxes sont décourageantes, selon les opérateurs économiques, qui invitent de ce fait le gouvernement camerounais à revoir cette taxation, comme au Burkina Faso. En effet, dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, pour encourager les investissements et développer l'énergie solaire, l'Etat a décidé de supprimer les droits de douane sur l'importation des kits d'énergie solaire.

En attendant que les pouvoirs publics camerounais accèdent à cette requête, fait savoir un opérateur du secteur de l'énergie solaire, à cause de ces taxes jugées exorbitantes, un panneau solaire de 50 W acheté en Chine à 15 000 francs CFA est revendu au Cameroun à plus de 50 000 francs CFA, soit plus du triple du prix d'achat. Dans le même temps, le panneau de 60 W importé d'Europe à 35 000 francs CFA est cédé sur le marché camerounais à plus de 70 000 francs CFA, soit deux fois son prix d'achat. Toutes choses qui sont en porte-à-faux avec la politique de promotion des énergies renouvelables prônée par le gouvernement.

En rappel, selon les statistiques du gouvernement camerounais, le pays, qui croule sous le poids d'interruptions répétées de la fourniture de l'énergie électrique, perd environ un demi-point de croissance économique chaque année à cause du déficit énergétique.

Un inventaire des sources d'énergies renouvelables en cours

Au début de cette année 2014, le Ministère camerounais de l'énergie et de l'eau a lancé un appel international à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant devant « *réaliser l'étude pour la prospection et l'élaboration d'une carte des énergies renouvelables en fonction de la nature et des gisements* ». La première phase de cette sorte d'inventaire des sources d'énergies renouvelables au Cameroun s'effectuera dans cinq régions du pays, parmi lesquelles le Centre, l'Est, le Littoral, le Sud et le Sud-Ouest. Cette étude, apprend-on, permettra « *d'avoir une base de données géoréférencées et un outil de programmation des constructions d'ouvrages d'énergies renouvelables au regard des spécificités de chaque région du Cameroun* ». Les consultants intéressés par cet appel à manifestation d'intérêt avaient jusqu'au 26 mai 2014 pour déposer leurs offres à la Direction des énergies renouvelables du Ministère de l'énergie à Yaoundé, la capitale camerounaise, en s'assurant de la délivrance, par une banque de la place, d'une capacité financière supérieure à 10 millions de francs CFA.

GESTION PUBLIQUE

Camwater décroche un financement américain de 261 milliards FCFA

La société Environmental Chemical Corporation LLC (ECC), chef de file d'un consortium américain comprenant également General Electric (GE), a confirmé le 25 septembre 2014 au cours d'une visite de travail de ses responsables à Douala, la capitale économique du Cameroun, un financement d'un montant de 261 milliards de francs CFA au profit de la Cameroon Water Utilities (Camwater), la société publique en charge de la gestion des infrastructures d'adduction d'eau potable dans le pays. Ce financement, annonce Camwater, servira à réaliser « *le projet d'extension du système d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé, par une nouvelle adduction d'eau adossée sur le fleuve Nyong à Olama, pour une capacité de production estimée à 250 000 m³ par jour. Ce qui devrait porter à environ 490 000 m³/jour la capacité totale de production d'eau à Yaoundé, et gommer dans sa totalité le déficit en eau potable* » dans la capitale camerounaise.

Des centres de négoce créés aux frontières pour combattre la contrebande

Le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, a rendu public le 18 septembre 2014 un « *décret portant création, organisation et fonctionnement des centres de négoce dans les zones frontalières* ». Il s'agit, apprend-on, « *de points uniques d'entrée de marchandises dans les localités frontalières de l'hinterland, de magasins ou aires de dédouanement aménagés dans le cadre d'un partenariat entre l'administration des douanes et les communes intéressées* ». Le texte précise que ces structures ont « *pour but de lutter contre la fraude et la contrebande, par la mise en œuvre de moyens propres à permettre la sécurisation, l'organisation, la facilitation et la régulation du commerce extérieur dans les localités frontalières* ». Les centres de négoce devraient constituer une source de revenus pour les communes situées dans les zones frontalières, dans la mesure où, souligne l'article 11 du texte gouvernemental, « *les communes ayant aménagé des centres de négoce bénéficient, en guise d'appui à l'investissement réalisé, d'une allocation financière annuelle calculée sur la base des recettes budgétaires réalisées par les bureaux des douanes installés sur le territoire de la commune* ».

La Turquie ouvre au Cameroun son 1er centre commercial en Afrique centrale

Le Turcam Hall, espace commercial turc construit sur plus de 7000 m² au quartier Mvan, dans la banlieue de la capitale camerounaise, a ouvert ses portes le 20 septembre 2014. Il s'agit d'« *une grande première en Afrique centrale, qui couvre une superficie d'à peu près 4100 m² et un espace extérieur de 3200 m². Il dispose de toutes les normes internationales et d'installations pour organiser des expositions, des congrès, etc.* » indique Baris Ertan, le directeur technique de la société Turcam, qui a investi un milliard de francs CFA dans ce centre commercial. « *Turcam Hall est le lieu parfait pour des expositions de lourds et volumineux éléments tels que ceux du secteur industriel et les machines agricoles* », fait remarquer M. Ertan. En effet, dès le 24 septembre 2014, le centre commercial turc de Yaoundé a accueilli une foire-exposition des produits turcs qui a connu la participation d'une cinquantaine d'entreprises de ce pays. Cet espace a également abrité, du 23 au 25 octobre, le premier Salon avicole international de Yaoundé (SAVI), qui a réuni 100 exposants.

10 jeunes Camerounais dans le classement Choiseul des « leaders africains de demain »

Avec l'Afrique du Sud et le Nigeria, les deux plus grandes puissances économiques du continent noir, le Cameroun fait partie des pays qui alignent le plus de compatriotes dans le classement 2014 des « leaders africains de demain », publié au terme d'une enquête réalisée annuellement par l'Institut Choiseul. Dans ce classement qui « *identifie ces femmes et hommes de 40 ans et moins qui s'engagent sur le chemin de la réussite et dont l'ambition est d'amener l'Afrique au plus haut degré de son développement économique, social et culturel* », selon le président de l'Institut Choiseul, Pascal Lorot, le Cameroun aligne dix ambassadeurs (voir liste ci-dessous), dont cinq dans le top 100 et cinq autres dans une liste subsidiaire de 100 autres futurs leaders africains.

Dans le top 100 du Choiseul 2014

- Jean-Paul Melaga, directeur Afrique Bank of Tokyo-Mitsubishi et ancien directeur Afrique de Renaissance Capital (13ème)
- Vera Songwe, directrice pays à la Banque mondiale pour certains pays d'Afrique de l'Ouest (30ème)
- Bony Dashaco, PDG Acmar Media Group (36ème)
- William Nkontchou, directeur d'investissements Emerging Capital Partners (40ème)
- Mamadou Touré, PDG Africa 2.0, ancien responsable des investissements Afrique subsaharienne à la SFI (93ème)

Sur la liste subsidiaire

- Tony Smith, PDG Limiteless Corporation, ancien chef de projet chez Microsoft
- Ismaël Nzoueton, PDG I-Dispo, ancien consultant chez Microsoft-France
- Cyrille Lavoisier Kemayou, directeur commercial IHS Towers Cameroun, ancien DGA chez Unipal Afrique centrale
- Christian Ngan, PDG Goldsky Partners, ancien directeur d'investissements chez Findercod
- Arthur Zang, PDG Himore Medical Equipments

Un prêt de 95,4 milliards FCFA d'Abu Dhabi et de la BID pour construire la route Olama-Kribi

Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a signé le 6 octobre 2014 un décret habilitant le ministre de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, à signer deux accords de prêts internationaux d'un montant total de 95,4 milliards de francs CFA, pour la construction de la route Olama-Kribi. Les bailleurs des fonds sont respectivement le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (FADD), qui octroiera un crédit de 7,5 milliards FCFA à l'Etat du Cameroun, et la Banque islamique de développement (BID), auprès de laquelle le Cameroun a obtenu un accord de prêt de l'Istisna'a d'un montant total de 87,9 milliards FCFA.

Le tronçon Olama-Kribi, long de 204 km et qui nécessite un financement de 100 milliards de francs CFA, est la 2ème phase de la construction de la route Yaoundé-Kribi. Elle permettra de relier la capitale camerounaise à la cité balnéaire du sud, qui abrite aussi le tout premier port en eaux profondes du pays.

Au 1er semestre 2014, l'investissement public a augmenté de 27% dans le pays

500 milliards de francs CFA. C'est le montant effectivement dépensé par l'Etat du Cameroun pour effectuer des investissements dans le pays tout au long du premier semestre 2014, selon un communiqué d'exécution à mi-parcours du budget de l'Etat rendu public par le Ministère des finances. Ces dépenses d'investissements sont en hausse de plus de 27% par rapport à la même période de l'année dernière, où elles avaient culminé à 393,2 milliards de FCFA. Cette enveloppe du Budget d'investissement public (BIP) est aussi en dépassement de 29 milliards par rapport aux prévisions du début de l'année budgétaire, qui les établissaient à 471 milliards FCFA.

AGRO

Quatre nouvelles usines pour augmenter de 20 000 tonnes la production d'huile de palme

Cette fin d'année, 20 000 tonnes d'huile de palme supplémentaires seront produites dans les localités camerounaises de Sombo, dans la région du Centre, de Bakingili et Mamfé, dans la région du Sud-Ouest, et de Teze dans le Nord-Ouest du pays, a-t-on appris au cours d'une récente visite des huileries industrielles d'une capacité de 5000 tonnes chacune, construites dans ces bassins de production. Ces unités industrielles ont été mises sur pied dans le cadre du Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière palmier à huile, mis en place par le gouvernement camerounais avec l'appui technique de la FAO et de l'Onudi.

Ce projet, qui s'achève cette année et qui sera repris par le gouvernement camerounais, qui le financera désormais sur fonds propres, vise à booster la filière palmier à huile dont la production nationale est estimée à 270 000 tonnes pour une demande qui atteint généralement 385 000 tonnes.

900 tonnes de semences améliorées de maïs en gestation dans la région de l'Est

Grâce à 18 champs semenciers qui s'étendent sur une superficie totale de 449 hectares, le Programme national d'appui à la filière maïs (PNAFM) du Ministère de l'agriculture escompte une production totale de 900 tonnes de semences améliorées de maïs dans la région de l'Est du Cameroun, révèle Désiré Abieguébé, le point focal local du PNAFM. Ce projet, apprend-on, permettra de remplacer les semences génétiquement érodées, actuellement usitées par la plupart des producteurs du pays depuis les années 80, par des semences améliorées susceptibles de produire entre 6 et 8 tonnes de riz à l'hectare, contre 2 à 3 hectares actuellement. Pour rappel, la production nationale de maïs au Cameroun se situe officiellement autour de 1,8 million de tonnes, pour une demande nationale estimée à environ 2 millions de tonnes, soit un déficit de production de 200 000 tonnes que les entreprises brassicoles comblent généralement au moyen d'importations massives.

60 tonnes de semences améliorées distribuées à 2400 riziculteurs camerounais

Des associations regroupant au total 2400 riziculteurs camerounais ont gracieusement reçu, le 28 août 2014 à Yaoundé, la capitale du pays, 60 tonnes de semences améliorées de riz, à adaptation pluviale et irriguée. Cette distribution de semences améliorées, préalablement multipliées par 36 regroupements de producteurs des régions du Centre et de l'Ouest, sont le fruit d'un partenariat entre l'Institut de recherche agronomique pour le développement (IRAD), le gouvernement japonais et AfricaRice.

Théoriquement, ces semences, plus vertueuses en termes de productivité, devraient contribuer à améliorer la production nationale de riz, qui atteint annuellement à peine 100 000 tonnes, pour une demande estimée à plus de 300 000 tonnes. Selon les résultats de la balance des paiements du Ministère des finances, le Cameroun a importé pour un peu plus de 212 milliards FCFA de riz en 2013.

Un plan de relance de 600 milliards FCFA pour les filières cacao-café

Le 30 septembre 2014 dans les services du Premier ministre à Yaoundé, le gouvernement camerounais a adopté son plan de relance des filières cacao-café sur la période 2015-2020. Ce plan a pour objectif d'atteindre une production cacaoyère de 600 000 tonnes en 2020 (contre un peu plus de 200 000 tonnes actuellement), 150 000 tonnes pour le café robusta (contre 14 724 tonnes lors de la dernière campagne) à la même échéance et 35 000 tonnes pour le café arabica (contre 2553 tonnes actuellement).

Le financement de ce plan de relance jugé très ambitieux est évalué à 600 milliards de francs CFA, selon le président de la Cellule technique de coordination et de suivi des filières cacao et café, Evariste Evane. A l'en croire, ces fonds sont à rechercher « *prioritairement au niveau de la filière elle-même, à travers l'optimisation du prélèvement à l'exportation du cacao et du café, qui devra prioritairement les charges afférentes à la mise en œuvre de ce plan* ». Selon nos sources, il est envisagé une augmentation de 600% de ce prélèvement, qui devrait passer de 25 à 150 francs CFA le kg.

Les prix bord champs du cacao atteignent un niveau record, en hausse de 30%

Un peu plus de deux mois après l'ouverture de la campagne cacaoyère 2014-2015 le 1er août dernier, la filière camerounaise enregistre son premier record. En effet, les prix bord champs dans les bassins de production se situent actuellement à un niveau jamais atteint auparavant, à 1330 francs CFA le kilo, contre 1265 FCFA au mois de septembre 2014. Mieux, le kilogramme de cacao bord champs est actuellement vendu « 30% plus cher » qu'il y a un an, précise Commodafrica.

Cette embellie sur les prix est la conséquence de l'amélioration de la qualité du produit, mais surtout d'une meilleure organisation des associations paysannes, qui optent de plus en plus pour les ventes groupées, mécanisme permettant de mutualiser les efforts et de booster la capacité de négociation des producteurs devant les acheteurs. Il s'agit là des premières retombées des rencontres de formation et de sensibilisation organisées en fin de campagne dernière par l'interprofession.

La conjoncture internationale suscite des inquiétudes autour de la filière coton

Les nouvelles du marché ne sont pas bonnes pour les sociétés cotonnières africaines, au rang desquelles l'on retrouve la Sodecoton, le fleuron de la filière coton au Cameroun. En effet, en plus des cours mondiaux qui « *ont perdu 30% de leur valeur depuis août 2013* », analyse Commodafrica, la Chine, qui contrôle 60% du marché mondial du coton, cumule des stocks estimés à 11 millions de tonnes. De ce fait, pense Frédéric Viel, président de l'Association française du coton (AFCOT), « *les exportations de coton d'Afrique en Chine pourraient alors tomber à 120 000 tonnes en 2015, soit deux fois moins qu'en 2014 et trois fois moins qu'en 2012* ». Ce fléchissement des importations chinoises sera « *une équation difficile à résoudre pour les sociétés cotonnières africaines* », prévient-il.

De ce point de vue, la Sodecoton, qui a pour principale destination des exportations vers la Chine et dont la production 2014 projetée à 240 000 tonnes double l'ensemble des prévisions d'importations africaines de la Chine en 2015, pourrait subir une mévente de son produit, à défaut d'être obligée d'accepter un prix de vente du kg de coton brut au rabais.

TELECOMS

Orange et MTN Cameroun exploiteront la licence 3G à partir de 2015

Dans son édition du 26 septembre 2014, Le Quotidien de l'Economie révèle que la technologie de troisième génération (3G), jusqu'ici détenue en exclusivité par Viettel Cameroun, opérant sous la marque Nexttel, sera étendue aux opérateurs Orange et MTN dès 2015. Cette information, le journal déclare l'avoir obtenue auprès de la direction générale de l'Agence de régulation des télécommunications (ART). A l'analyse de cette entrée d'Orange et de MTN dans la 3G dès l'année prochaine, année qui coïncide avec l'arrivée à terme de leurs licences d'exploitation de réseau mobile au Cameroun, l'on peut conclure que la prorogation de l'exclusivité sur cette technologie demandée à l'Etat par Viettel Cameroun a été rejetée.
Accordée en 2012, cette exclusivité sur la 3G avait été mise en place pour permettre au nouvel arrivant sur le marché camerounais des télécommunications de rattraper ses concurrents qui avaient une certaine avance sur lui. Mais les retards de lancement d'activités accusés par Nextell ont largement affaibli l'atout qui lui avait été accordé par l'Etat camerounais.

500 milliards FCFA de chiffre d'affaires pour les sociétés de téléphonie mobile en 2013

Orange et MTN, le duopole qui contrôlait encore le marché de la téléphonie mobile au Cameroun jusqu'en septembre 2014, a réalisé un chiffre d'affaires cumulé évalué à 500 milliards de francs CFA en 2013, révèlent les statistiques du Ministère camerounais des postes et des télécommunications (Minpostel). Selon la même source, le secteur de la téléphonie mobile dans le pays, l'un des plus florissants depuis les années 2000, c'est aussi 6000 emplois directs et environ 300 000 emplois indirects, ainsi que 617 milliards de francs CFA d'impôts et taxes payés au Trésor public camerounais au cours des cinq dernières années.
Ces statistiques devraient connaître un véritable bond dès l'année 2015, avec l'arrivée sur le marché, depuis le 18 septembre dernier, d'un 3ème opérateur de téléphonie mobile. Il s'agit de Viettel Cameroun, qui opère sous la marque Nexttel. 2015 devrait également être l'année du démarrage des activités de mobile de Camtel, l'opérateur historique des télécoms, qui a reçu le 26 septembre dernier la 4ème licence de mobile du pays.

FINANCE

Afriland First Bank accordera des crédits aux agriculteurs éligibles au PIDMA

La banque à capitaux camerounais Afriland First Bank a signé le 22 octobre 2014 à Yaoundé une convention de partenariat avec le Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (Pidma). Ce projet a été mis en place par le Ministère de l'agriculture et du développement rural et est financé par la Banque mondiale, grâce à un prêt de 50 milliards de francs CFA accordé à l'Etat du Cameroun.
Selon les termes de la convention, Afriland First Bank fera partie du pool bancaire (des négociations sont en cours avec Ecobank et la BICEC) chargé d'octroyer des crédits aux 300 coopératives agricoles éligibles à ce projet qui bénéficiera à 120 000 personnes, dont 50% de jeunes et de femmes. En effet, dans le cadre du Pidma, les projets sont financés par le programme (sous la forme de subventions) à hauteur de 50%, tandis que les coopératives bénéficiaires, qui sont assujetties à un apport personnel équivalent à 10% du montant de l'investissement, rechercheront les 40% restants auprès des banques locales, à l'instar d'Afriland First Bank.

La BAD octroie une ligne de crédit de plus de 650 millions FCFA à Advans Cameroun

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 26 septembre 2014 avoir octroyé par l'intermédiaire de son guichet secteur privé une ligne de crédit d'un million d'euros (plus de 650 millions FCFA) à l'institution de microfinance Advans Cameroun. Fondée en 2007, Advans Cameroun marque un intérêt croissant pour les PME en raison de leur potentiel de marché. À la fin de l'année 2013, la clientèle d'Advans Cameroun comptait 38 000 entrepreneurs et emprunteurs individuels (hommes et femmes). La ligne de crédit de la BAD permettra de financer des projets des PME, qui sont très diversifiées et couvrent tous les secteurs économiques : construction, télécommunications, hôtellerie, agro-industrie, etc.

Entre 35 et 40 milliards FCFA à mobiliser sur le marché de la BEAC au 4ème trimestre 2014

Pour le compte du dernier trimestre 2014, le Trésor public camerounais a inauguré ses opérations de levée de fonds sur le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) le 8 octobre 2014 par une émission de bons du Trésor assimilables (BTA) à 26 semaines, pour un montant total de 5 milliards de francs CFA, a annoncé le Ministère des finances. Selon la même source, tout au long du 4ème trimestre 2014 courant, le Trésor public du Cameroun tentera de lever un total de 35 à 40 milliards FCFA sur le marché des titres de la BEAC. En effet, après les 5 milliards mobilisés le 8 octobre, une nouvelle émission de BTA pour 10 milliards a eu lieu le 23 octobre, et une autre est prévue le 6 novembre, pour 5 milliards FCFA.
Les 4 et 11 décembre 2014, le Cameroun repartira sur ce marché des capitaux pour tenter de lever 10 milliards de francs CFA en deux opérations. La seconde émission d'obligations du Trésor assimilables (OTA) de l'année interviendra sur ce marché le 27 novembre 2014, et le montant sollicité par l'Etat camerounais se situe entre 5 et 10 milliards FCFA pour une durée de maturité de trois ans.

ENERGIE

Perenco construira une unité flottante de liquéfaction du gaz naturel au large de Kribi

La société française Perenco, leader de la production pétrolière au Cameroun à travers sa filiale locale, a proposé et obtenu l'aval de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) et de son partenaire GDF-Suez pour la mise en place d'une unité flottante de liquéfaction du gaz naturel au large de la cité balnéaire de Kribi. L'information a été révélée le 30 septembre 2014 à Yaoundé au cours d'une cérémonie d'au revoir organisée par la SNH en l'honneur de Denis Clerc-Renaud, DG de Perenco Cameroun muté au Gabon.

D'une capacité de production annuelle de 1,2 million de tonnes de gaz naturel liquéfié, apprend-on, l'unité flottante « *permettra d'anticiper la production de gaz naturel liquéfié au Cameroun dès 2017* », en attendant l'aboutissement du projet de construction d'une usine sur pied, conduit par la SNH et GDF-Suez.

Selon nos sources, à cette production de gaz naturel liquéfié sera associée la production de gaz domestique, pour environ 30 000 tonnes par an, ce qui permettra de porter la production nationale à 45 000 tonnes (puisque la Sonara n'en produit que 15 000 actuellement) pour une demande qui atteint souvent 80 000 tonnes métriques, selon la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH).

Le Cameroun prépare la création d'une entreprise publique pour le transport de l'électricité

Le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, a présidé les 8 et 9 octobre 2014 à Yaoundé une rencontre entre le gouvernement, les différents opérateurs et acteurs du secteur de l'électricité au Cameroun et des bailleurs de fonds tels que la BAD et la Banque mondiale, pour discuter des modalités de mise en place d'un gestionnaire du réseau de transport dans le secteur de l'électricité au Cameroun. Au cours des travaux, les participants ont formulé des recommandations devant être examinées par le gouvernement camerounais, notamment sur l'architecture institutionnelle, l'organisation, le fonctionnement et l'opérationnalisation de cette entreprise en gestation, qui devra être à 100% à capitaux publics, selon la loi de 2011 régissant le secteur de l'électricité au Cameroun.

La future entreprise publique, qui est elle-même l'émanation de ladite loi, devrait, selon les experts, permettre de gérer plus efficacement le réseau de transport de l'électricité dans le pays, dont l'état actuel occasionne d'importantes pertes préjudiciables aussi bien à l'unique opérateur (Eneo) qu'aux entreprises et aux ménages. En effet, selon une étude de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel), environ 6,5% de l'énergie produite au Cameroun sont perdus dans le processus du transport, tandis que 29% s'évaporent dans les circuits de distribution, du fait de fraudes multiformes et de la qualité des équipements. A en croire le DG de l'Arsel, Jean-Pierre Kédi, qui s'exprimait ainsi en mai 2013 au cours d'une conférence de presse organisée par l'Association Afrique-France, le Cameroun pourrait économiser jusqu'à « *30% de l'énergie consommée par les bâtiments* » en résorbant les pertes susmentionnées.

TRANSPORT

Un consortium brésilien lorgne sur le marché du transport urbain

Le consortium brésilien constitué des entreprises Marcopolo, Queiroz-Galvao et Logit pourrait, en partenariat avec l'Etat du Cameroun, lancer dans les deux plus grandes villes camerounaises que sont Douala et Yaoundé un système de transport urbain de masse par bus baptisé BRT (Bus Rapid Transit). Ce projet a été au centre d'une séance de travail récemment présidée par le ministre du Développement urbain et de l'Habitat, Jean-Claude Mbwentchou. Les financements pour ce projet devraient être pourvus par la partie brésilienne, dont l'ambassadeur au Cameroun, Nei F. Bitencourt, a rassuré sur les capacités financières du consortium susmentionné, qui revendique une expérience de plus de 40 ans dans le BRT. Selon les Brésiliens, le système de transport urbain par BRT a la particularité de s'adapter à la structure de chacune des villes desservies, quelle que soit sa configuration. Expérimenté pour la première fois dans la ville brésilienne de Curitiba en 1974, ce système de transport urbain est aujourd'hui usité, apprend-on de bonnes sources, dans une centaine de villes à travers le monde.

Boluda a désormais deux concurrents pour le remorquage dans les ports du Cameroun

Le ministre camerounais des Transports, Robert Nkili, annonce avoir agréé les sociétés de droit camerounais Fako Transport and Shipping Company Ltd (Fakoship) et Gulf of Guinea Investment Shipping and Trading Corporation (Gulfin) « *pour l'exercice des activités de remorquage et de lamanage (assistance à l'amarrage des navires sur les quais, ndlr) dans tous les ports maritimes, fluviaux et débarcadères de la République du Cameroun* ». Aussi, le ministre Nkili invite-t-il les responsables de ces deux entreprises à se rapprocher des « *organismes portuaires autonomes pour la suite de la procédure de concession ou de transfert* », dans la mesure où, précise-t-il, « *l'exercice de ces activités et l'exploitation de ces agréments doivent se faire après autorisation de l'organisme portuaire autonome compétent* ».

Ces deux nouveaux agréments viennent officiellement instaurer la concurrence dans les activités de remorquage et de lamanage dans les ports camerounais. Car avant Fakoship et Gulfin, qui sont déjà très visibles dans le secteur de la distribution des produits pétroliers, l'unique opérateur agréé était la société française Boluda.

Equaflight Service ouvre la ligne Pointe-Noire – Douala

Depuis le 29 septembre 2014, la compagnie aérienne congolaise Equaflight Service est arrivée dans le ciel camerounais, et assure désormais trois vols hebdomadaires (lundi, mercredi et vendredi) entre Douala, la capitale économique du Cameroun, et Pointe-Noire, son pendant congolais, a-t-on appris dans une réclame de la compagnie. Equaflight Service est une filiale du groupe Regourd Aviation, qui totalisera bientôt 40 ans d'expérience dans l'aviation d'affaires. Equaflight a d'abord assuré des vols au profit des instances gouvernementales de la République du Congo, des opérateurs des secteurs pétrolier et minier, avant de lancer, à partir de 2010, des vols réguliers entre Brazzaville et Pointe-Noire, puis Pointe-Noire et Port-Gentil (Gabon).

MINES

Dangote Cement obtient un agrément de cinq ans sur une carrière de pouzzolane

Le Ministère de l'industrie et des mines a délivré à la filiale camerounaise de la société Dangote Cement, appartenant au milliardaire nigérian Aliko Dangote, un agrément d'une durée de cinq ans pour l'exploitation d'une carrière de pouzzolane sur 27 hectares dans la localité de Tombel, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. En plus de la redevance annuelle (le montant n'a pas été révélé) que devra verser la société à la commune de Tombel et aux communautés riveraines, Dangote Cement, apprend-on, a rassuré les populations et les responsables communaux de la création d'environ 100 emplois locaux dans le cadre de l'exploitation de cette carrière de pouzzolane.

La matière première tirée de cette carrière permettra de produire du ciment dans l'usine que le milliardaire nigérian a construite sur les berges du Wouri, à Douala, et dont la mise en service officielle est prévue pour le mois d'octobre 2014. Investissement d'un montant total de 50 milliards de francs CFA, la cimenterie Dangote de Douala produira, dès son lancement, un million de tonnes de ciment chaque année. Cette cimenterie portera alors à un peu plus de trois millions de tonnes la production camerounaise de ciment (1,6 million de tonnes pour Cimencam, du groupe Lafarge, et 500 000 tonnes pour Cimaf, du Marocain Addoha), pour une demande officielle estimée à 2,5 millions de tonnes.

Opacité autour des transferts financiers des sociétés minières aux riverains, selon les ONG

Le Réseau de lutte contre la faim (Relufa), une coalition d'organisations de la société civile camerounaise, a présenté au public le 7 octobre 2014 à Yaoundé les résultats d'une étude intitulée ITIE et gouvernance minière au Cameroun : entre rhétorique et réalité. Les paiements et transferts infranationaux à la lumière des exploitations dans la localité de Figuil. Au terme de cette étude réalisée à Figuil, dans la région de l'Extrême-Nord, où des entreprises telles que Cimencam (groupe Lafarge) et Rocaglia exploitent respectivement le ciment et le marbre depuis plus de 50 ans, le Relufa tire les conclusions suivantes : « *En l'absence de divulgation des clauses contractuelles des compagnies, il est difficile de parvenir à un suivi optimal, voire efficace des paiements sociaux ; les cadres juridique, institutionnel et opérationnel sont inadaptés et inadéquats pour le suivi des paiements et transferts infranationaux, notamment pour les communautés riveraines.* »

Afin de lever tous ces obstacles, le Relufa suggère aux entreprises minières « *de négocier et de conclure avec les communes et communautés locales des accords de développement communautaire* ». A l'Etat camerounais, il est recommandé « *de faire de la décentralisation un principe de la gestion et du suivi des ressources minières ; d'élaborer et mettre sur pied un cadre opérationnel qui consacre l'effectivité du transfert aux communautés riveraines de leurs quotes-parts de redevance ; de définir et adopter une loi ITIE* (Initiative pour la transparence dans les industries extractives, ndlr) ».

INDUSTRIE

Rio Tinto Alcan va céder ses actifs dans le capital d'Alucam

Le président et chef de la direction du groupe Métal Primaire chez Rio Tinto Alcan, Arnaud Soirat, vient de faire savoir au gouvernement camerounais que cette firme canadienne quittera, au 31 décembre 2014, l'actionnariat de la société Aluminium du Cameroun (Alucam), qu'il détient à 46,7%. « *La pérennité du groupe Alucam repose sur un plan d'affaires qui ne rencontre plus les priorités stratégiques* » de Rio Tinto Alcan, indique l'entreprise dans un communiqué officiel publié le 8 octobre 2014.

La décision de Rio Tinto de quitter l'actionnariat d'Alucam intervient alors que prend enfin corps le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Natchigal, piloté par EDF et qui sera probablement financé par la SFI, infrastructure énergétique qui conditionne l'extension de l'usine d'Alucam d'Edéa pour un accroissement de la production d'aluminium qui passera alors de 90 000 à 300 000 tonnes. Dans le même temps, la Société Camerounaise de Transformation d'Aluminium (Socatral, fabrication de tôles), l'une des deux filiales du groupe Alucam avec Alubassa (fabrication d'ustensiles de cuisine en aluminium), s'apprête à mettre en place une unité de laquage de bobine sur son site d'Edéa.

Ces projets d'intensification des activités du groupe Alucam vont cependant continuer de bénéficier des conseils avisés de Rio Tinto Alcan, dans la mesure où, malgré son retrait annoncé de l'actionnariat du géant camerounais de l'aluminium, la firme canadienne « *souhaite demeurer un partenaire du Cameroun à qui il a offert de maintenir ses contrats d'assistance technique et administrative en vigueur jusqu'à la venue d'un repreneur* ».

Gulf Steel Industries créera un millier d'emplois dans son usine métallurgique

La société américano-camerounaise Gulf Steel Industries (GSI), qui s'apprête à lancer une usine de transformation métallurgique dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, vient de signer un protocole d'accord avec le Fonds national de l'emploi (FNE) en vue d'un appui technique dans le recrutement des 800 employés nécessaires au démarrage de cette unité industrielle dans la localité d'Ombé. Grâce à cet accord, le FNE, sur la base des profils à lui communiqués par GSI, devra mettre à la disposition de cette entreprise son fichier de chercheurs d'emploi et de travailleurs qualifiés, qui intègre les Camerounais de la diaspora, a précisé Camille Mouthé à Bidias, le DG du FNE. Cette recherche de travailleurs locaux, a indiqué Sigalla Prella Clever, le DG de Gulf Steel Industries, est une implémentation de la convention d'investissement signée le 20 juillet 2012 entre cette entreprise et le gouvernement camerounais.

Le fabricant de produits cosmétiques Biopharma ouvrira une filiale en Côte d'Ivoire

Les laboratoires Biopharma, entreprise à capitaux majoritairement camerounais qui contrôle environ 20% du marché des produits cosmétiques dans le pays, ouvrira bientôt une filiale en Côte d'Ivoire afin de renforcer sa position sur le marché ouest-africain, a-t-on appris de sources internes à la société. Le leader du marché des cosmétiques au Cameroun envisage également, dans le moyen terme, des implantations au Nigeria, la plus grande économie du continent, et en République populaire du Congo. A partir de Pointe-Noire, explique une source autorisée, les laboratoires Biopharma lorgnent sur les marchés de la RDC, de l'Angola et de certains pays de l'Afrique australe. Investissement d'un montant d'environ 30 milliards de francs CFA, les laboratoires Biopharma emploient environ 500 personnes et dominent le marché des produits cosmétiques au Cameroun, qui est officiellement évalué à quelque 150 milliards FCFA.

Les importations de sucre et de ciment interdites pour protéger l'industrie locale

Dans une correspondance datée du 21 août 2014, le secrétaire général de la Présidence de la République du Cameroun, Ferdinand Ngo Ngoh, a prescrit au Premier ministre Philémon Yang de diligenter auprès des Ministères en charge du commerce et des finances l'interdiction des importations de sucre et de ciment sur le Cameroun « *jusqu'à nouvel avis* ». Cette décision, que l'on assimile au Ministère camerounais du commerce à une « *mesure de sauvegarde* » visant à protéger le tissu industriel local, est consécutive à l'augmentation de la production locale de ciment, d'une part, et aux plaintes formulées par la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam), le leader du marché national, d'autre part. En effet, avec la mise en service de l'usine camerounaise du groupe marocain Addoha au 1er trimestre 2014, la production de ciment a augmenté de 500 000 tonnes. Avec 1,6 million de tonnes produites par Cimencam, du groupe Lafarge, la production nationale culmine actuellement à 2,1 millions de tonnes (sur une demande de 2,5 millions de tonnes), en attendant la mise en service prochaine de l'usine du milliardaire nigérian Aliko Dangote, qui produira un million de tonnes supplémentaires.

Côté sucre, l'on se souvient qu'au cours d'une réunion tenue au Ministère du commerce le 23 septembre 2013, Sosucam, filiale du groupe français Vilgrain, avait annoncé près de 10 milliards de francs CFA de pertes sur son chiffre d'affaires à cause de la contrebande, mais surtout de la mévente de ses produits du fait des importations massives autorisées par le gouvernement (85 000 tonnes). Pour atténuer ses pertes, l'entreprise agro-industrielle menaçait même de fermer l'une de ses deux usines dès le lancement de la campagne 2014, licenciant d'un coup près de 3500 employés sur les 7000 que compte la société.

Le Cameroun a importé pour 762 milliards FCFA de nourriture en 2013, soit 25% du budget de l'Etat

Selon les statistiques validées le 15 septembre 2014 par le Comité technique national de la balance des payements, le Cameroun a importé 2110 tonnes de produits de grande consommation (céréales, poissons, huiles, sucre, boissons, etc.) en 2013, pour une valeur totale de 762 milliards de francs CFA. Ce qui, par rapport à l'année 2012, correspond à une augmentation de 62 tonnes en termes de quantité, pour 52,3 milliards de francs CFA de dépenses supplémentaires.

Ces importations massives de produits de grande consommation, qui contribuent le plus à creuser le déficit de la balance des payements du Cameroun, selon Lazare Bela, le directeur des Affaires économiques (DAE) au Ministère des finances, équivalent à plus de 25% du budget 2013 de l'Etat du Cameroun, qui est de 3236 milliards de francs CFA. Au demeurant, à côté de cette progression sensible des importations de produits de grande consommation, l'ensemble des importations sur le Cameroun en 2013 a connu une légère baisse (1,2%) par rapport à 2012, se situant à 3285 milliards FCFA. A l'origine de ce léger fléchissement, explique le comité, la chute des importations de clinker, puis des huiles brutes de pétrole et des carburants et lubrifiants.

Leader du mois

Modeste Mopa : véritable tax collector

Modeste Mopa fait bouger les lignes au sein de l'administration fiscale camerounaise. Sous sa direction, les objectifs 2014 risquent bien d'être dépassés.

Modeste Mopa, à 38 ans, est le plus jeune directeur général des Impôts de l'histoire du Cameroun.

Plus que 200 milliards de francs CFA à collecter en ce 4ème trimestre 2014 pour que la Direction générale des impôts (DGI) atteigne ses objectifs de l'année. En effet, au sortir de la dernière réunion d'évaluation des responsables de l'administration fiscale, qui s'est tenue à N'Gaoundéré le 10 octobre dernier, il est ressorti que la DGI a déjà collecté, au 30 septembre 2014, la somme de 1046 milliards de francs CFA, sur des prévisions annuelles de 1240 milliards de francs CFA hors pétrole. A la DGI, l'on entrevoit déjà une fin d'année fiscale positive, l'administration fiscale nationale n'ayant, depuis le début de l'année 2014, jamais été en dessous d'une collecte trimestrielle de moins de 200 milliards de francs CFA, somme actuellement nécessaire pour boucler avec succès les objectifs pour 2014.

Selon Modeste Mopa, le directeur général des Impôts, cette performance, bien partie pour dépasser les prévisions annuelles édictées par le Ministère des finances, est la conséquence des récentes réformes implémentées au sein de l'administration fiscale camerounaise. Il s'agit notamment de la réorganisation de la Division des grandes entreprises (DGE), la plus grosse pourvoyeuse de recettes à la DGI (environ 80% des recettes), et du lancement de cinq Centres des impôts des moyennes entreprises (CIME), spécialement dédiés au suivi des PME, qui constituent 80% des entreprises en activité dans le pays.

A ces deux principales réformes, il faut ajouter la possibilité de faire sa déclaration fiscale via Internet, ou encore celle de pouvoir payer ses impôts via le Mobile Money, le service de paiement par téléphone portable mis en place par l'opérateur de téléphonie mobile MTN Cameroon. Ces avancées portent l'estampille de Modeste Mopa, ancien conseiller en administration fiscale au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest, devenu (depuis le 6 juin 2014) le plus jeune directeur général des Impôts de l'histoire du Cameroun à 38 ans.

Selon Modeste Mopa, cette performance, bien partie pour dépasser les prévisions annuelles édictées par le Ministère des finances, est la conséquence des récentes réformes implémentées au sein de l'administration fiscale camerounaise.

RELEVER LA PRESSION FISCALE

Une jeunesse qui n'empêche pas que cet énarque, par ailleurs major de promotion à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam), fasse bouger les lignes au sein de l'administration fiscale camerounaise en s'attaquant aux sujets jusqu'ici jugés délicats. A titre d'exemple, alors que la pause fiscale est observée dans le pays depuis plusieurs années, le DGI juge le taux de pression fiscale au Cameroun « *faible* », puisqu'il se situe actuellement à 13%, contre une moyenne africaine de 18%. Aussi, au cours de la conférence des services centraux et extérieurs des responsables du Ministère des finances en janvier 2014, Modeste Mopa n'a-t-il pas hésité à suggérer un relèvement « *à moyen terme* » de ce taux de pression fiscale de l'ordre de 5% par rapport à son niveau actuel. Tout comme, en s'exprimant devant le patronat le 14 mars 2014 au cours d'un dîner-débat à Douala, ce natif de Guidiguis, dans le septentrion camerounais, a publiquement révélé que le fichier des impôts au Cameroun ne compte que « *2500 personnes physiques et morales* ». Alors qu'un recensement des entreprises camerounaises effectué par l'Institut national de la statistique a dénombré pas moins de 98 000 entités.

Brice R. Mbodiam

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID